

Extrait 2

# Comprendre la Bourse sans prise de tête !

Fonctionnement de base de l'économie

# Comprendre la Bourse sans prise de tête !

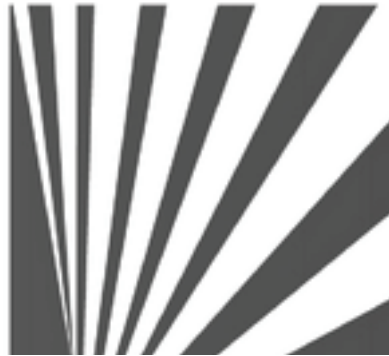
Anton Reuter



Auteur : Anton Reuter - ISBN 9791023701845

3€

BOOKINER 



Auteur : Anton Reuter

[www.bookiner.com](http://www.bookiner.com)

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

# Comprendre la Bourse sans prise de tête !

## Extrait 2

### Fonctionnement de base de l'économie

- . **Qu'est-ce que l'Economie ?**
- . **Quelques notions économiques de base**
- . **Quelques mots sur la création monétaire et la monnaie**
- . **Petit lexique économique**
- . **Relations entre macro-économie et marchés financiers**
- . **Relations entre micro-économie et marchés financiers**
- . **Spéculation et rumeurs**
- . **Un mot sur les opérateurs des marchés financiers**

#### Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

## Qu'est-ce que l'Economie ?

Il est bien difficile de donner une définition générale de l'économie du fait que ce mot regroupe, en réalité, plusieurs aspects économiques : économie de marché, science économique, politique économique, économie monétaire, etc. Les économistes les plus reconnus ont tous une définition de l'économie qui leur est propre. L'auteur suggère la définition suivante de l'économie : «*L'économie est, à la fois, une science, un art et un système global intégrant un ensemble de modèles, techniques et pratiques recouvrant la production, le financement et la commercialisation de biens et de services nécessaires à la satisfaction des besoins humains par le biais d'agents économiques qui fixent, vendent, achètent et contrôlent les prix, en fonction des variations de l'offre et de la demande*». Dans cette définition, les agents économiques désignent des acteurs jouant un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'économie. Il s'agit de **personnes physiques** (ménage, individu ou bien) et de **personnes morales** (entreprise, administration, société financière ou pays).

**Théorie de l'offre et de la demande** : Le prix d'un bien ou d'un service varie en fonction directe des positions conjoncturelles de dominance de l'offre sur la demande ou inversement, faisant alors que si la demande est supérieure à l'offre le prix du bien ou du service est alors automatiquement plus élevé. En revanche, si l'offre est supérieure à la demande, le prix du bien ou du service sera plus bas. Avant de vouloir produire des biens ou des services destinés à être vendus, il est nécessaire d'étudier par le biais du marketing l'adéquation de l'offre à la demande entre les besoins perçus et les besoins réels. Ainsi les principaux besoins humains se classent en cinq catégories en fonction de la **Pyramide de Maslow** :

- 1 - Besoins physiologiques
- 2 - Besoins psychologiques et de sécurité
- 3 - Besoins d'appartenance et d'amour
- 4 - Besoins d'estime
- 5 - Besoins d'accomplissement de soi

Bien entendu, au sens économique, les principaux besoins pouvant engendrer la création, la production, la fabrication ou la prestation de biens et de services recouvrent les besoins physiologiques, psychologiques et de sécurité. Les autres types de besoins peuvent également produire de l'économie, comme c'est le cas notamment sur l'Internet et les réseaux sociaux (sites de rencontre, conseils, Facebook, Google, etc.)

## Quelques notions économiques de base

Au sein de l'économie on distingue donc plusieurs sous catégories :

**L'économie de marché** : C'est un système économique où l'offre et la demande se confrontent constamment dans le but d'établir un prix acceptable pour le bien ou le service proposé. Elle prend notamment en compte les notions de qualité, d'image, d'innovation, de concurrence, de quantité à produire et à vendre, de personnalisation... Toutefois pour certains économistes, dont Jacques Saphir, le terme «*économie de marché*» est abstrait, considérant que celle-ci «*n'appartient pas à la tradition économique mais bel et bien au vocabulaire politique [...]. Le terme d'économie de marché ne renvoie donc à rien de précis sur le plan scientifique*».

**L'économie marchande** : Elle regroupe l'échange de biens et de services donnant lieu à une contrepartie monétaire ou pécuniaire (ex : acheter une voiture, acheter une montre...) dans ce que l'on appelle communément le B to C (Business to Consumer) ou le B to B (Business to Business).

**L'économie non marchande** : Elle regroupe l'échange de biens et de services sans aucune contrepartie financière (transport scolaire, école publique, bénévolat associatif...).

**L'économie de troc** : Elle regroupe les opérations d'échanges de biens ou de services entre deux personnes sans utiliser une monnaie.

**L'économie financière ou spéculative** : Ce sont les échanges de produits financiers sur les marchés qui n'apportent aucune réelle valeur ajoutée, le but étant de revendre le plus cher possible un actif acquis dans l'optique de réaliser une plus-value.

**L'économie souterraine** : Elle regroupe tous les échanges de biens et de services légaux et illégaux sans suivre les règles économiques, fiscales et sociales établies par l'autorité étatique.

**L'économie politique** : C'est l'étude du cercle économique en vertu des lois, coutumes et usages sociétaux en cours. Elle a pour but de créer des lois, des règles et des normes afin de favoriser et/ou réguler le développement économique.

**L'économie monétaire** : C'est la partie de l'économie qui étudie la création, l'émission et la gestion monétaire au sein des pays (parité, taux de change, recours à la planche à billets...). Ainsi l'économie monétaire joue un rôle indispensable et prépondérant au sein de l'économie de marché et de tous les Etats, car ce sont les monnaies qui permettent d'alimenter les flux économiques et financiers.

L'économie se scinde également en 2 grands blocs d'influence :

**La macro-économie** : Elle désigne les mouvements globaux entre tous les agents économiques, ainsi que les relations économiques, fiscales, de consommation, d'épargne, d'endettement..., entre l'Etat, les sociétés privées, les ménages et le reste du monde. En général, lorsque l'on évoque un problème macro-économique cela concerne l'ensemble des agents économiques notamment au moment des crises économiques ou financières nationales et bien sûr mondiales.

**La micro-économie** : Elle désigne les relations économiques entre les agents économiques à l'échelle de l'entreprise (grandes entreprises, multinationales, PME-PMI, TPE, auto-entrepreneurs... La micro-économie ne concerne que les relations entre l'entreprise et son environnement (relations fournisseurs/clients, entreprise/Etat, marque/consommateur). Ainsi lorsque l'on évoque un problème micro-économique, cela désigne un problème ciblé aux entreprises privées et/ou avec leurs différents acteurs (salariés, consommateurs, filières, marchés...).

Au sein de l'économie, l'Etat est constamment libre d'intervenir directement ou non au sein de la macro-économie ou de la micro-économie. Il peut alors opter pour deux postures :

**L'Etat régalien** : Situation où l'Etat exerce seulement ses fonctions dites régaliennes, c'est-à-dire les fonctions liées à la sécurité, la justice, la fiscalité affectant les citoyens et/ou tous les instruments liés à la production de services non marchands.

**L'Etat providence** : Situation où l'Etat intervient directement dans l'économie pour réguler celle-ci, pour freiner ou arrêter une crise économique ou financière perturbant le fonctionnement normal de la macro-économie. En général, lorsque l'Etat intervient dans l'économie c'est souvent sous l'angle monétaire. Plusieurs économistes dont le plus connu d'entre eux, John Maynard Keynes fondateur du Keynésianisme, ont milité pour l'Etat providence considérant que la relance économique s'effectue, en grande partie, par les grands investissements publics mais aussi par le biais de la création monétaire.

## Quelques mots sur la création monétaire

La création monétaire est l'impression de monnaie fiduciaire (billets de banque) destinée à alimenter les banques et les circuits d'échanges en matière de biens et de services. Chaque Etat dispose de sa propre monnaie, sauf pour les Etats-Unis et l'Union européenne qui ont respectivement adopté une monnaie commune. Les Etats-Unis comportent 50 Etats qui utilisent la même monnaie : le dollar adopté officiellement le 6 juillet 1785. C'est la principale monnaie utilisée dans le monde pour près de

85% des échanges de biens et services à l'international. Il s'agit également de la principale devise de référence mondiale utilisée pour constituer les principales réserves de change, notamment dans les pays asiatiques comme la Chine et le Japon, ainsi que dans les pays producteurs de pétrole et de gaz. Au sein des 28 Etats membres de l'Union européenne au 01 Juillet 2013, l'euro est utilisé comme une monnaie commune aussi bien pour régler les échanges de biens et services au niveau intra-communautaire qu'au niveau national. Si l'euro a vu le jour en 1999 pour régler d'abord les transactions financières, il a été mis en circulation le 1<sup>er</sup> Janvier 2002 sous forme de monnaie fiduciaire. C'est la seconde monnaie la plus utilisée au monde après le dollar américain.

La monnaie peut prendre trois formes différentes : **fiduciaire** (billet), **scripturale** (chèque) et **électronique** (carte bancaire). De nos jours, la monnaie la plus utilisée est la monnaie électronique devant la monnaie fiduciaire et, en dernière position, la monnaie scripturale. La monnaie en circulation est regroupée dans ce que l'on nomme la masse monétaire qui est elle-même divisée en 5 masses : M0, M1, M2, M3, M4 et de manière virtuelle M5.

**M0** : Il s'agit des engagements monétaires de la banque centrale, c'est-à-dire les pièces et billets en circulation ainsi que la monnaie scripturale comptabilisée.

**M1** : Il s'agit des billets et pièces disponibles sur les dépôts à vue (comptes courants)

**M2** : C'est M1 à laquelle on additionne les dépôts disponibles sur les comptes à terme (Livrets d'épargne).

**M3** : C'est M2 à laquelle on additionne la liquidité disponible sur les instruments financiers négociables sur les marchés financiers représentant des actifs peu risqués : SICAV, billet de trésorerie, ainsi que certaines créances à court terme.

**M4** : C'est M3 à laquelle on additionne les créances à moyen et long terme : Bons du trésor, obligations...

**M5** : En réalité M5 n'existe pas concrètement. Il s'agit d'une masse monétaire supposée. Selon l'auteur, M5 serait égale à M4 plus les instruments financiers complexes dit «produits dérivés» qui représentent une masse monétaire astronomique et «virtuelle» créée de toute pièce, sans aucun jeu de mot, de manière principalement informatique. Toujours selon l'auteur, les principales crises financières des dernières décennies (et des prochaines à venir) proviennent de cette masse monétaire (M5) incontrôlable et virtuelle de plus en plus gérée par des robots informatiques.

Traditionnellement, la monnaie créée par la banque centrale de chaque pays a une valeur qui, encore de nos jours, est établie sur la confiance en l'économie du pays concerné. Autrefois, la valeur de la monnaie était établie sur l'étalon-or selon les accords de **Bretton Woods** en 1944, en contrepartie de quoi seul le dollar américain pouvait être convertible en or. Cependant les accords de Bretton Woods furent abandonnés après Août 1971, date du premier «défaut de paiement américain» annoncé indirectement par le président Nixon qui révélait alors que les Etats-Unis ne pourraient pas rembourser leurs dettes. En effet, à cette époque, les Etats-Unis avaient fait marcher à plein régime la «planche à billets» afin de financer la guerre du Vietnam et la «conquête de l'espace» entraînant un différentiel énorme entre la quantité de billets imprimés et la valeur du stock d'or disponible.

A tout moment, les banques centrales de chaque Etat peuvent créer de la monnaie librement, sauf disposition contraire. C'est le cas actuellement pour l'Union européenne qui ne peut pas faire «tourner la planche à billets» sans l'accord des tous ses membres en vue de financer le déficit des Etats, selon un Traité signé en 2004 par les Etats membres. Le fait de faire «tourner la planche à billets» engendre, en théorie, de l'inflation et une dévaluation de la valeur de la monnaie.

Cependant, les gros Etats «iceberg» comme les Etats-Unis et l'Union européenne peuvent tout à fait créer de la monnaie sans engendrer une inflation et dévaluation brutale de leur monnaie respective, car ce sont des monnaies de référence et de confiance partout dans le monde. La masse monétaire provenant de ces deux monnaies est devenue tellement gigantesque que le fait d'injecter de la «nouvelle» monnaie dans le système économique rend l'opération quasi-transparente et donc acceptable par tous les grands opérateurs économiques et financiers.

En revanche, lorsque qu'un Etat indépendant (qui ne fait pas partie d'une union) annonce qu'il veut faire fonctionner la «planche à billets» pour relancer son économie, la monnaie perd alors rapidement de sa valeur sur les marchés financiers (elle se dévalue) par défaut de confiance et d'équilibre rapporté au PIB

(produit intérieur brut) du pays concerné. C'est très souvent le cas pour les pays émergents (Afrique du Sud, Argentine, Chili, Inde, Russie...) ou ceux du tiers monde (Zimbabwe, Sénégal, Côte d'Ivoire...) qui ne peuvent pas, ou ne peuvent plus, avoir recours à cette alternative. Sur le fond, la création monétaire (ou l'usage de la planche à billets) est motivée par plusieurs raisons :

**La relance économique** : La planche à billets est utilisée comme un outil de relance économique permettant aux Etats de créer de l'emploi et d'investir dans des grands projets pour sortir d'une situation de crise économique et renouer avec le cercle vertueux de la croissance.

**Le financement budgétaire** : Les Etats n'ayant pas la capacité d'émettre des emprunts obligataires sur les marchés financiers, ou ne voulant pas s'endetter extérieurement, utilisent alors la planche à billets pour financer leur déficit budgétaire afin d'atteindre l'équilibre. Dans l'histoire, cette technique a été utilisée par de nombreux pays souverains en prenant le risque de provoquer une inflation importante, voire même de l'hyperinflation jusqu'à obtenir une monnaie de singe (sans valeur). Par exemple, en France, le financement du déficit par cette méthode à la fin des années 70 et début des années 80 a provoqué une inflation frôlant les 20%.

**Le rachat de dettes extérieures** : C'est une technique de plus en plus utilisée depuis la crise de 2007 et plus particulièrement en Europe depuis la crise de 2011 appelée aussi «crise des dettes souveraines» dont la Grèce a été le parfait bouc émissaire. La technique consiste pour un Etat (c'est-à-dire pour sa banque fédérale) à racheter directement sur les marchés financiers, et plus particulièrement sur le marché secondaire, les bons du trésor et autres titres obligataires (exemple : OAT) émis auparavant par l'Etat afin de les autodétruire. Cette création monétaire sert en fait à éliminer la dette extérieure tout en augmentant la dette intérieure. La banque fédérale des Etats-Unis (La FED) utilise de plus en plus cette technique pour racheter leurs fameux «T-Bonds», nom donné aux Bons du Trésor américain.

**La recapitalisation ou sauvetage bancaire** : L'une des missions des banques centrales est de porter secours aux banques et institutions financières privées lorsque celles-ci se trouvent au bord de la banqueroute ou de la faillite, en leur injectant des fonds propres afin que celles-ci puissent apurer leurs créances et dettes. Comme le démontre l'histoire, lorsque l'Etat laisse une institution financière (banque ou assurance) faire faillite cela mène inévitablement tout droit à une crise financière, comme ce fut le cas fin 2007 pour la banque Lehman Brothers aux Etats-Unis.

## Petit lexique économique

**Assouplissement quantitatif monétaire** : Processus dans lequel la Banque centrale intervient pour créer et injecter de la monnaie dans l'économie à plusieurs reprises sur le court et moyen terme afin de relancer l'économie. Aux Etats-Unis, on utilise l'expression «Quantitative Easing» ou «QE» pour désigner ce processus.

**Déflation** : Processus soutenu de baisse du niveau général des prix.

**Désinflation** : Processus de baisse sensible et durable de l'augmentation des prix.

**Hyperinflation** : Phénomène lié à une création monétaire excessive réduisant fortement la valeur de la monnaie en circulation. Les prix des biens et services augmentent de façon exponentielle ce qui oblige la banque fédérale à émettre constamment des billets de banque dont la valeur faciale ou nominale peut représenter une somme «astronomique» (billet de 1 million) mais qui n'a en réalité aucune valeur face à une devise étrangère (cas de l'Allemagne en 1923).

**Inflation** : Hausse des prix due à l'augmentation de la masse monétaire en circulation.

**Stagflation** : Stagnation de la production de biens et de services dans un pays avec une augmentation du chômage et des prix.

**Taux de change flottant** : C'est le régime mis en place par le système monétaire international dans lequel les devises s'échangent sur un marché spécialisé, appelé Foreign exchange (FOREX). C'est le marché qui décide du taux de change des monnaies sans que les Etats ne puissent intervenir de manière directive ou autoritaire. Par exemple, le dollar est dans un système de change flottant.

**Taux de change fixe** : C'est un régime monétaire dans lequel le taux de change est décidé, en grande partie, par les autorités monétaires. Les autorités déterminent le taux de change de la devise du pays contre les devises extérieures. Le taux de change fixe peut également amener à une non convertibilité de la monnaie faisant qu'il n'existe pas de marché des changes. Par exemple, le rouble russe et biélorusse reposent sur un système de change fixe.

**Taux de change lié** : C'est un régime monétaire dans lequel les autorités monétaires décident du taux de change de leur monnaie contre une devise ou un groupe de devises déterminé. Elles peuvent ainsi décider au gré de la conjoncture économique de modifier la parité de leur devise face aux monnaies cibles. Par exemple, le Franc Suisse est assujéti à un régime de change lié.

## Relations entre macro-économie et marchés financiers

En Bourse, on entend parler de krachs boursiers, de rumeurs qui font grimper les indices boursiers ou les font dégringoler, ainsi que d'autres événements économique bons ou mauvais. Quelle est la nature de ces événements économiques qui peuvent influencer la Bourse ?

Un **krach boursier** survient généralement lorsque les indices sont montés trop haut suite à une forte vague d'achats d'actifs sur les marchés alors que l'économie était jugée en bonne santé. C'est le plus souvent un événement au niveau macro-économique qui en est à l'origine suite à une faillite d'une institution financière importante, un défaut de paiement imminent d'un Etat, une entrée en récession, une guerre, un phénomène environnemental important (grave tremblement de terre, Tsunami...), qui vient déstabiliser la Bourse et la fait s'effondrer. La macro-économie est donc l'ami et à la fois l'ennemi des marchés financiers. En effet, lorsque la macro-économie se porte mal et/ou qu'un problème au niveau financier déclenche une crise, alors la Bourse réagit fortement à la baisse. En général, la Bourse anticipe l'apparition de la crise et s'effondre dès le premier gros signe de faiblesse au niveau macro-économique. En Août 2011, date à laquelle est intervenu un Krach boursier suite au défaut de paiement imminent de la Grèce (qui d'ailleurs a été évité), les indices boursiers ont dégringolé à vitesse grand V. Dans ce genre de cas, les Bourses s'effondrent brutalement puis continuent de baisser plus doucement sur le court et le moyen terme en enregistrant de manière épisodique des hausses dites de «rebond technique»\*. En cela, la macro-économie joue un rôle prépondérant sur les marchés financiers et les cours boursiers en donnant une tendance. Lorsque l'on parle de tendance, cela signifie que la Bourse est orientée majoritairement à la hausse ou à la baisse. On dit également qu'elle suit le «trend».

Les politiques économiques monétaires instaurées par les Etats sont des facteurs de hausses si un Etat décide de faire tourner la planche à billets et envisage d'injecter des liquidités dans l'économie ainsi que sur les marchés financiers. Cela a été notamment le cas fin 2012, lorsque la Fed et son président Ben Bernanke\* ont décidé de mettre en place le Quantitative Easing\* (QE) dans le but d'injecter de la liquidité pour financer une partie des dépenses de l'Etat, ainsi que pour racheter les fameux titres hypothécaires (subprimes) «pourris» et racheter des T-bonds pour dégonfler légèrement la dette extérieure.

La Banque centrale européenne (BCE), sous l'impulsion de son président Mario Dragui\*, a suivi cette opération en décidant d'instaurer un programme de rachat de bons du trésor\* sur le marché secondaire pour un montant illimité. Le but poursuivi a été de dégonfler les dettes des Etats européens, pour la majeure partie endettée jusqu'au cou, afin que ceux-ci puissent renouer avec la croissance. Depuis 2013, les programmes d'assouplissement quantitatif monétaire dans le monde ont permis de redonner de l'espoir aux marchés en permettant de créer des emplois et d'alimenter le retour d'une faible croissance, notamment aux Etats-Unis. Toutefois beaucoup contestent cette méthode et notamment l'Allemagne qui reste traumatisée par l'hyperinflation en 1923 en oubliant qu'à cette époque, les monnaies avaient leur valeur indexée sur l'étalon-or et non sur la confiance comme de nos jours. L'Union européenne

et davantage encore les Etats-Unis ont fait fonctionner et font toujours fonctionner à plein régime la planche à billets sans avoir créé d'inflation significative. Depuis une quinzaine d'années, le taux d'inflation est d'ailleurs resté entre 1 et 3% pour les deux pays.

Pour résumer, on distingue donc cinq principaux facteurs qui influencent les marchés au niveau macro-économique :

**Les indicateurs** : Qu'ils soient manufacturiers, immobiliers ou de croissance, ils influencent les marchés selon les prévisions attendues. S'ils sont conformes, les marchés restent neutres ; s'ils sont meilleurs que prévu, les marchés s'orientent alors à la hausse ; s'ils sont pires que prévu, les marchés s'infléchissent à la baisse.

**Les agences de notations** : Lorsque celles-ci décident de dégrader la note d'un pays ou d'une société importante, les marchés agissent en conséquence. Il en est de même lorsque celles-ci décident de relever la note. Leur pouvoir d'influence et/ou de nuisance est très important.

**Les crises** : Qu'elles soient financières, économiques ou concernent les dettes souveraines, les marchés réagissent toujours de manière très négative en laissant s'écrouler les titres et/ou en les valorisant à un cours qui ne leur correspond pas faisant ainsi apparaître la plupart du temps un «Badwill»\*.

**Les phénomènes environnementaux** : Si un événement météorologique, naturel ou écologique important se déclenche comme un Tsunami, un tremblement de terre ou une contamination radioactive risquant d'impacter l'économie du pays concerné, alors les indices dégringolent automatiquement. Une guerre entre deux pays peut également mettre en péril l'équilibre des marchés financiers.

**Les politiques monétaires** : Que ce soit sur le marché des changes (réévaluation ou dévaluation de la valeur de la devise), sur un programme de rachats d'actifs, un projet d'injection de fonds dans l'économie du pays, les effets d'une politique monétaire bien menée induisent généralement une hausse des marchés. L'Etat providence\* permet de redonner confiance aux marchés financiers ce qui nécessite de bien s'informer en permanence sur les mesures gouvernementales ou politiques en cours.

## Relations entre micro-économie et marchés financiers

La micro-économie influence également le comportement des opérateurs sur les marchés financiers, surtout au niveau du marché des actions. En effet le marché des actions reste sensible aux événements micro-économiques ayant un impactage salarial, législatif, normatif, social ou fiscal majeur. On distingue six principaux facteurs micro-économiques de nature à influencer le cours des actions :

**L'OPR** : L'offre publique de retrait consiste à offrir une prime (racheter les titres à un prix élevé) aux porteurs anonymes pour pouvoir retirer le titre de la cote de façon définitive, donc de se retirer des marchés financiers.

**L'OPA** : Une société concurrente peut lancer une OPA ou Offre Publique d'Achat, c'est-à-dire racheter tous les titres aux porteurs de la société cible moyennant une prime par rapport au dernier cours.

**Les rachats d'actions** : La société peut décider de racheter des actions pour les autodétruire jusqu'à un montant déterminé à l'avance.

**Les augmentations de capital (AK)** : Elles sont souvent mal perçues par le marché car elles signifient la dilution des titres existants si l'on ne peut pas les souscrire intégralement. C'est également le cas si l'augmentation de capital est réalisée sans maintien du droit préférentiel de souscription (DPS)\*. Cela peut signifier une reconstitution des capitaux propres suite à des pertes trop importantes ou pour renflouer une trésorerie à sec.



**Le profit warning** : Il s'agit de la divulgation du chiffre d'affaires et ou du résultat trimestriel, semestriel ou annuel, inférieur aux prévisions attendues par le marché. Les investisseurs sanctionnent durement la nouvelle en vendant massivement leurs titres. En gros, si le chiffre d'affaires ou le résultat baisse brutalement le marché sanctionne.

**Le dividende** : C'est la récompense de base attendue tous les ans sanctionnant la bonne santé de l'entreprise. Ainsi une société relativement stable qui propose un versement de dividendes peut attirer les investisseurs désireux de placer leur épargne sur le long terme. Il existe des cas où une société ayant réalisé un résultat record, ou une grosse cession d'actifs, propose à ses actionnaires un dividende exceptionnel qui peut être 3 à 6 fois supérieur à celui proposé habituellement.

D'autres facteurs influencent également la cotation des titres tels que le manque de communication de l'entreprise, les suspensions de cotation suite à un événement interne, les comptes sociaux non audités, la perte d'un gros contrat, la proposition d'un dividende exceptionnel, etc.

## Spéculation et rumeurs

En Bourse, les rumeurs vont bon train, notamment en période de crise où les Bourses font du yoyo en spéculant sur elles. Les marchés financiers offrent également un véritable terrain de jeux aux spéculateurs. En effet, il est possible de faire varier le cours d'un titre sans raison apparente, en amplifiant ou minorant un phénomène ou encore, en raison d'évènements possibles mais non certains. Quelle est la nature de ces rumeurs et de ces événements ? On distingue, en fait, trois types de rumeurs ainsi que trois types d'événements parmi les plus courants :

**Rumeurs d'OPA, d'OPR** : Elles influencent grandement le cours du titre car le gain espéré est gros, les volumes d'échange quotidien deviennent inhabituels.

**Annnonce de commandes et de contrats** : Lorsqu'une société informe le marché de grosses commandes ou de contrats en cours de réalisation ou réalisés, le cours du titre bondit selon l'importance de l'annonce faite.

**Bons résultats** : Le marché anticipe les bons résultats d'une société en faisant grimper le titre.

**Rumeur d'entrée au capital** : Le marché agit souvent positivement car l'entrée au capital signifie «entrée d'argent» faisant que le titre doit grimper en conséquence.

**Rumeur d'augmentation de capital** : Souvent mal perçue, le cours du titre baisse avant même de savoir si l'augmentation va avoir lieu ou non.

**Traders professionnels et robots traders** : Ils ont le pouvoir de manipuler quasiment à leur guise tous les titres en raison de l'injection hyper rapide de fonds très importants en vente ou achat. Il n'y a là plus de logique économique raisonnable à rechercher, seulement un opportunisme financier sans état d'âme et/ou une mise en application d'une stratégie concurrentielle propre à leur établissement bancaire ou financier.

Il existe également d'autres types de rumeurs qui peuvent circuler comme par exemples : la faillite imminente d'une société, le non versement de dividendes au titre de l'exercice en cours, des contrats de ventes hypothétiques ou reportés, un changement probable de dirigeant, etc.

## Un mot sur les opérateurs des marchés financiers

On entend par opérateur sur marchés, les «traders» et les «robots traders» qui ont pour fonction d'animer les marchés financiers en proposant ou en ciblant le plus souvent des produits dérivés. Le jeu consiste à spéculer sur un «sous-jacent», ou un bien, en achetant ou en vendant massivement des titres

afin d'influencer les cours de quelques centimes à la hausse ou à la baisse. Ces opérateurs spéculent quotidiennement et uniquement sur les variations de titres et/ou essayent d'acquérir en masse des titres à bon prix pour les revendre ensuite à un meilleur prix. Leurs rôles sont souvent anti-économiques, voire prédateurs, en ne soutenant pas leurs pays ni les marchés financiers dans lesquels sont placés les économies des petits épargnants mais en spéculant sans cesse pour s'enrichir eux-mêmes ainsi que l'institution pour laquelle ils travaillent.

Très éloignés de l'humanisme et de l'intérêt collectif, ces opérateurs sont les faiseurs de «guerre économique» en étant à l'origine des crises financières et des faillites d'établissements financiers, en raison des mouvements spéculatifs colossaux qu'ils orientent dans l'ombre derrière leurs ordinateurs. Ainsi la crise financière de 2007-2008 fut initialement provoquée par des produits toxiques appelés «subprimes» qui sont des prêts immobiliers à taux variables accordés aux ménages américains possédant des revenus modestes. Le piège des taux variables dans le secteur immobilier est que ceux-ci ont subi de plein fouet la forte hausse en 2007 du taux d'intérêt directeur de la FED. Beaucoup de ménages américains se sont alors retrouvés insolvable en seulement quelques semaines, ce qui a fragilisé de nombreux établissements bancaires au point de mettre en faillite la banque d'investissement multinationale «Lehman Brothers» qui avait spéculé également sur les subprimes et masqué son endettement provoquant, à partir de septembre 2008, l'une des plus graves crises financières mondiales depuis 1929.